

La part salariale dans le revenu national : l'expérience contemporaine

Wage share in national income: recent experience

Gérald Marion et Aly Boury Sy

Volume 57, numéro 4, octobre–décembre 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601001ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601001ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marion, G. & Boury Sy, A. (1981). La part salariale dans le revenu national : l'expérience contemporaine. *L'Actualité économique*, 57(4), 437–453.
<https://doi.org/10.7202/601001ar>

Résumé de l'article

In this paper, we study changes in the wage share that occurred during the last thirty-five years. Between 1945 and 1978, the wage share in national income has increased from 64% to 74%. But this increase has not been regular, large cyclical variations are sometimes more important than long run changes. We explained short run variations by the practice of labour hoarding. As to the long run, shift from self-employment to wage and salary earners explained the increase of the wage share and the decrease of the property share. Finally, we test the hypothesis that shifts of sector weights has contributed to this increase.

LA PART SALARIALE DANS LE REVENU NATIONAL : L'EXPÉRIENCE CONTEMPORAINE*

Déterminer les lois qui règlent la répartition des revenus entre les propriétaires et les travailleurs, tel devait être d'après Ricardo, le principal problème de l'économie politique¹. On connaît par la suite les études qui ont été menées sur les parts distributives durant la première partie du siècle dont celle en particulier de Bowley² qui donna naissance à la loi sur la stabilité des parts distributives.

Au Canada, la part des salaires se situe à 43% du revenu national en 1910. Par la suite, elle monte à 57% et 63% en 1945 et 1956 respectivement. Depuis, cette tendance s'est poursuivie de façon lente mais régulière pour dépasser 70% à la fin des années 1970. Parallèlement à cette progression séculaire de la part salariale, le taux de salariat connut une montée régulière. Comme la salarisation progressive de l'économie signifie qu'une partie des revenus des indépendants change de catégories pour apparaître désormais dans le groupe des salariés, il suit que ces changements peuvent influencer sur la part salariale.

Dans le présent article, nous étudions l'évolution de la part salariale durant la période d'après-guerre³. Nous analysons la tendance des trente-cinq dernières années aussi bien que les changements cycliques qui les ont marquées. En particulier, notre but est de déterminer le rôle des changements structurels dans la hausse séculaire de la part salariale.

* Cette recherche a été subventionnée par le ministère de l'Éducation du Québec.

1. *Des principes de l'Économie Politique et de l'Impôt*, Flammarion (1971), p. 5.

2. A. F. Bowley, *The Division of the Product of Industry*, Clarendon Press, Cambridge, 1919.

3. Pour une étude détaillée des années d'avant-guerre, voir notre monographie *La répartition fonctionnelle des revenus — Une analyse de la part du travail au Canada*, Presses de l'Université de Montréal, 1965.

TABLEAU 1

PART DES SALAIRES DANS LE REVENU
NATIONAL AU COÛT DES FACTEURS

Année	R.N.N. (en millions de \$)	Salaires (en millions de \$)	Part des salaires en %
1945	9 665	6 154	63,67
1946	9 551	5 827	61,01
1947	10 361	6 482	62,56
1948	12 003	7 496	62,45
1949	12 905	8 115	62,88
1950	14 161	8 766	61,90
1951	16 588	10 304	62,12
1952	18 654	11 478	61,53
1953	19 294	12 419	64,37
1954	19 032	12 799	67,25
1955	20 737	13 617	65,67
1956	23 166	15 314	66,11
1957	24 011	16 494	68,70
1958	25 011	17 012	68,02
1959	26 482	17 955	67,80
1960	27 433	18 754	68,36
1961	28 250	19 546	69,19
1962	30 653	20 819	67,92
1963	32 869	22 145	67,37
1964	37 680	26 034	69,09
1965	41 219	28 878	70,06
1966	46 294	32 629	70,48
1967	49 738	36 160	72,70
1968	54 606	39 318	72,00
1969	60 517	43 949	72,62
1970	64 235	47 620	74,13
1971	70 783	52 436	74,08
1972	79 694	58 549	73,47
1973	94 651	67 849	71,68
1974	113 854	81 289	71,40
1975	129 789	94 625	72,91
1976	148 507	109 375	73,65
1977	160 942	120 491	74,87
1978	178 123	131 308	73,72

SOURCES: La série 1964 à 1978 est tirée des comptes nationaux des Revenus et Dépenses 1964-1978, no. catalogue 13-201 annuel.

Les autres années sont tirées de la même série de publication, diverses années. Puisque ces statistiques ont été constamment révisées, il existe des variantes selon les années de la publication. Toutes les données statistiques sont en dollars courants.

I — LA PART SALARIALE 1945-1978

Pour mesurer la part relative des salaires, nous comparons la masse des salaires et traitements au revenu national au coût des facteurs.

Nous avons retenu ce concept parce qu'il n'inclut que la rémunération des facteurs. Les réserves pour amortissements n'ayant pas à être incluses dans cet agrégat, il nous paraît moins sujet à des erreurs que les autres agrégats et somme toute plus approprié pour mesurer la part salariale. Quant à la masse salariale, elle inclut, en plus des salaires et traitements, la solde des militaires.

Au tableau 1, nous avons, à la première colonne, consigné le revenu national au coût des facteurs et la masse salariale à la colonne 2. De ces deux séries statistiques, nous tirons la part des salaires pour la période 1945-1978. Durant cette période la part des salaires connaît une augmentation de dix points en pourcentage. Cette tendance n'est toutefois pas linéaire. En période de forte croissance, la part salariale a tendance à décroître tandis qu'en période de récession ou de ralentissement économique, cette part est généralement à la hausse, comme ce fut le cas notamment en 1957-1958 et 1961.

Variations cycliques

Par le passé, on a eu tendance à expliquer les variations cycliques de la part salariale par les changements structurels de l'économie, comme le fit en particulier J. W. Beck⁴, mais l'influence des changements structurels nous paraît davantage, quoique non exclusivement, être un phénomène de longue période alors que les variables comme le taux de croissance des salaires et de l'emploi ou le chômage ont de fortes composantes cycliques.

On peut représenter la part salariale, (T/y) , comme étant le produit du salaire réel et de la réciproque de la productivité:

$$\frac{T}{y} = \frac{E}{Q} \frac{s}{p}$$

où (T) désigne la masse des salaires, (y) la production nominale, (s) le taux de salaire nominal, (E) l'emploi, (p) , les prix et (Q) , la production en volume.

4. J. W. Beck, « An Interindustry Analysis of Labor's Share », *Industrial and Labor Relations Review*, vol. 11, no 2 (janvier 1958).

La part salariale étant ainsi décomposée, on est à prime abord porté à en relier les fluctuations cycliques à celles des salaires réels, s/p . On sait que les fluctuations cycliques des salaires réels, s/p , ont constamment fait l'objet d'études. Selon les premiers auteurs⁵ qui se sont penchés sur cette question, les salaires réels devaient, si on utilisait la théorie de la productivité marginale décroissante, varier inversement au cycle économique. On trouvait là une explication immédiate à la tendance contracyclique de la part salariale. Pourtant les épreuves statistiques, anciennes et récentes, n'ont pas confirmé cette hypothèse⁶.

La réciproque de la productivité, (E/Q) , autre composante de la part salariale, expliquerait-elle alors les variations contracycliques de la part salariale ? Les variations de (E/Q) sont contracycliques si, pour une raison ou une autre, l'emploi (E) s'accroît relativement à la production (Q) durant la conjoncture à la baisse, et inversement en période de reprise. Les délais de l'ajustement de l'emploi à la production ou, sur un plan moins théorique, la pratique, en période de ralentissement économique, de retarder le licenciement ou de retenir les travailleurs qualifiés afin d'éviter les coûts de réembauche et de réentraînement de la main-d'oeuvre lors de la reprise de l'économie, pourrait se traduire en un tel comportement contracyclique du rapport (E/Q) . Les études effectuées indiquent qu'il existe précisément au Canada, un écart entre l'emploi effectif et l'emploi désiré, ce dernier agrégat n'étant optimal qu'en longue période. Cet écart varie entre 1% et 3% selon le cycle économique⁷. Ainsi durant les récessions de 1956-1957 et du début des années 1960, l'emploi effectif est supérieur de 3% à celui de l'emploi désiré.

En fait, pour connaître exactement la nature de ce lien, nous avons déjà établi une régression entre la part salariale et l'écart en pourcentage entre l'emploi désiré et l'emploi effectif, c'est-à-dire le taux de rétention de la main-d'oeuvre, et obtenu des résultats

5. J. M. Keynes, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, p. 10 ; Jacques Rueff « Nouvelle discussion sur le chômage, les salaires et les prix », *Revue d'économie politique*, 61, pp. 761-781, 1951. Voir également N. Parasiades, *Essai sur les relations entre le chômage, le salaire, les prix et le profit — Étude sur les relations entre le chômage, le salaire, les prix et le profit — Étude critique de la loi de M. Rueff*, P.U.F. (1949).

6. K. Tarshis, « Changes in Real and Money Wages », *Economic Journal*, 48, (sept. 1938) ; R. O. Bodkin, « Real wages and Cyclical Variations in Employment. An examination of the Evidence », *Canadian Journal of Economics*, II, no 3 (août 1969).

7. Gérald Marion, « Fonction d'emploi, taux de participation de la main-d'oeuvre et demande excédentaire de travail », *Revue Économique*, vol. XX, no 6 (novembre 1969).

significatifs⁸, soit pour la période 1953-1971, une augmentation de plus de un tiers de point pour une hausse d'un point du taux de rétention de la main-d'oeuvre.

II — TENDANCE DE LONG TERME

La hausse du taux de salariat de même que les changements structurels de l'économie sont deux phénomènes susceptibles d'influer sur la tendance de long terme des parts distributives. Dans les lignes qui suivent, nous étudions l'importance de ces deux phénomènes.

Part salariale et taux de salariat

En termes de salariés et de population active, la part des salaires dans le revenu national peut être représentée par :

$$\frac{T}{Y} = \frac{N}{P_0} \cdot \frac{S}{R} \quad (1)$$

où S/R représente le rapport des revenus moyens des salariés et du revenu moyen de la population active et N/P , le rapport de salariés et de la population active.

L'expression N/P_0 désigne le taux de salariat. D'autre part, par transformation triviale, on obtient :

$$S/R = \frac{T}{Y} \frac{N}{P_0} \quad (2)$$

Ainsi, le rapport de la part des salaires (T/Y) et du taux de salariat (N/P) donne le revenu relatif des salariés, c'est-à-dire qu'en corrigeant la part salariale pour les changements du taux de salariat dans l'économie, nous obtenons l'évolution du revenu relatif des salariés. Nous avons appelé ce revenu relatif, la *parité salariale*.

L'influence du taux de salariat découle de la répartition des revenus en trois grandes catégories : les salariés, les détenteurs de capitaux et les indépendants. Or l'importance qu'ont prise les sociétés à responsabilité limitée s'est traduite par une diminution des indépendants. Au fur et à mesure que les indépendants de-

8. Pour un exposé de la méthode utilisée, voir Gérald Marion et Byron G. Spencer, « Labour Hoarding and the Wage Share : Test of a Hypothesis » *Relations Industrielles*, vol. 34, no 1 (1979). Les résultats sont les suivants :

$$\frac{T}{Y} = 0,66 + 0,35H + 0,005t \quad (\text{var. saisons})$$

$$\bar{Y} = (235) \quad (5,17) \quad (13,4)$$

$R^2 = 0,84$; D.W. 1,77

où (H) désigne le taux de rétention de la main-d'oeuvre et (t) une variable de tendance. Les () indiquent le statistique de Student.

TABLEAU 2

STATISTIQUES DE L'EMPLOI ET DE LA POPULATION ACTIVE

Année	(1) Salariés (en milliers)	(2) Chômeurs (en milliers)	(3) Population employée (en milliers)	(4) Population active (en milliers)
1945	3 084	73	4 447	4 520
1946	3 137	163	4 666	4 829
1947	3 275	110	4 832	4 942
1948	3 367	114	4 875	4 989
1949	3 440	141	4 913	5 054
1950	3 522	186	4 976	5 162
1951	3 722	126	5 097	5 223
1952	3 866	155	5 169	5 324
1953	3 955	162	5 235	5 397
1954	3 961	250	5 243	5 493
1955	4 133	245	5 364	5 609
1956	4 389	197	5 585	5 782
1957	4 540	278	5 731	6 009
1958	4 560	432	5 706	6 138
1959	4 735	372	5 870	6 242
1960	4 843	446	5 965	6 411
1961	4 911	466	6 055	6 521
1962	5 089	390	6 225	6 615
1963	5 241	374	6 375	6 749
1964	5 466	324	6 609	6 933
1965	5 760	280	6 862	7 142
1966	6 096	267	7 152	7 419
1967	6 305	315	7 379	7 694
1968	6 490	382	7 537	7 919
1969	6 720	382	7 780	8 162
1970	6 839	495	7 879	8 374
1971	7 029	552	8 079	8 631
1972	7 310	562	8 329	8 891
1973	7 757	520	8 759	9 279
1974	8 105	525	9 137	9 662
1975	8 375	690	9 284	9 974
1976	8 545	727	9 479	10 206
1977	8 678	850	9 648	10 498
1978	8 935	911	9 972	10 883

SOURCES:

- de 1945 à 1971: *Statistiques chronologiques*
catalogue 71-201, section 4, tableau 3
- de 1972 à 1974: *Annuaire du Canada*
1975, tableau 8.1
- de 1975 à 1978: *Moyenne annuelle de la*
population active, catalogue 11-529,
tableaux 15 et 29

viennent des salariés dans une société à responsabilité limitée, il se produit une augmentation de la masse salariale sans que pour autant les revenus relatifs des salariés aient augmenté. En fait les indépendants sont des facteurs mixtes de production, c'est-à-dire des offrants simultanés de travail et de capital. Au fur et à mesure que les indépendants deviennent des salariés, les facteurs primaires sont classés dans leur catégorie respective de revenus de travail et de capital⁹. Mais en réalité, il ne se produit qu'un changement comptable, quoique ces changements aient pu eux-mêmes découler des changements de prix relatifs, c'est-à-dire des taux de rémunération des salariés par rapport aux revenus des indépendants.

Pour obtenir une mesure du taux de salariat, nous avons d'abord colligé les statistiques sur le nombre de salariés et de la population active, qui apparaissent au tableau 2 ci-contre.

Nous appuyant sur ces séries, nous évaluons le taux de salariat sous deux hypothèses. Dans le premier cas, le nombre de salariés est rapporté à la population active ayant effectivement un emploi, alors que dans le second cas, nous retenons l'ensemble de la population active comme dénominateur. Les chômeurs ne génèrent pas de revenus inclus dans la masse salariale d'où cette première hypothèse où ils sont exclus du calcul du taux de salariat. Néanmoins, leur présence n'est pas sans influencer le marché du travail ; leurs effets étant en particulier l'objet de l'étude de la célèbre courbe de Phillips. C'est pourquoi, dans une deuxième hypothèse, les chômeurs sont inclus dans la population active. Les résultats apparaissent au tableau 3.

Nous observons qu'entre 1945 et 1978, il s'est produit une hausse graduelle du taux de salariat, ce taux ayant sous la deuxième hypothèse augmenté de quelque vingt points pour atteindre 90% en 1978, alors que dans le cas où les chômeurs sont exclus de la population active, il passe de 68% en 1945 à 82% en 1978.

Pour établir la liaison entre le taux de salariat et la part salariale, nous avons fait une analyse de régression. Utilisant le taux de salariat calculé selon la deuxième hypothèse, nous obtenons la liaison suivante entre la part salariale et le taux de salariat:

$$\frac{T}{Y} = \frac{25,01}{(3,33)} + \frac{0,54}{(0,04)} (N/P) \quad \begin{array}{l} R = 0,84 \\ D.W = 1,28 \end{array}$$

9. Voir Gérard Marion, *Répartition fonctionnelle des revenus*, op. cit., p. 53.

TABLEAU 3

Année	Taux de salariat*		Parité salariale**	
	(1) TOSAL 1 (en %)	(2) TOSAL 2 (en %)	(3) PSALAR 1 (en %)	(4) PSALAR 2 (en %)
1945	68,23	69,35	93,32	91,81
1946	64,96	67,23	93,92	90,75
1947	66,27	67,78	94,41	92,30
1948	67,49	69,07	92,54	90,42
1949	68,06	70,02	92,39	89,81
1950	68,23	70,78	90,73	87,46
1951	71,26	73,02	87,17	85,06
1952	72,41	74,80	84,74	82,27
1953	73,28	75,55	87,84	85,20
1954	72,11	75,55	93,26	89,02
1955	73,68	77,05	89,12	85,22
1956	76,08	78,59	86,89	84,12
1957	75,55	79,22	90,92	86,71
1958	74,29	79,92	91,56	85,11
1959	75,86	80,66	89,38	84,05
1960	75,54	81,19	90,50	84,20
1961	75,31	81,11	91,87	85,31
1962	76,93	81,75	88,28	83,08
1963	77,66	82,21	86,76	81,95
1964	78,84	82,70	87,64	83,54
1965	80,65	83,94	86,87	83,46
1966	82,17	85,23	85,78	82,69
1967	81,95	85,44	88,72	85,08
1968	81,95	86,11	87,86	83,62
1969	82,33	86,37	88,21	84,08
1970	81,67	86,80	90,77	85,41
1971	81,44	87,00	90,96	85,15
1972	82,21	87,77	89,36	83,71
1973	83,60	88,56	85,75	80,94
1974	83,89	88,70	85,11	80,49
1975	83,97	90,21	86,83	90,82
1976	83,72	90,15	87,97	81,70
1977	82,66	89,95	90,57	83,23
1978	82,10	89,60	89,79	82,27

SOURCES:

*pour la col. (1): tableau II, col. (1) ÷ COL. (4)

pour la col. (2): tableau II, col. (1) ÷ COL. (3)

**part des salaires du tableau I

divisée par les colonnes 1 et 2 du présent tableau

Comme on peut le voir les liaisons entre ces deux variables sont assez étroites. Cependant le coefficient de la variable indépendante indique que la part salariale n'a pas augmenté proportionnellement au taux de salariat. Ceci est confirmé par le calcul de la parité salariale sous la première et la deuxième hypothèse du taux de salariat. Les colonnes 3 et 4 du tableau 3 sont obtenues en divisant la part salariale (tableau 1, colonne 3) par le taux de salariat calculé sous les deux hypothèses (Col. (1) et (2), tableau 3).

Dans le premier cas la parité salariale baisse de trois points alors qu'elle indique une chute de près de neuf points dans le deuxième cas, c'est-à-dire lorsqu'on inclut les chômeurs dans le calcul du taux de salariat. Si on tient compte du taux de salariat, on constate que la parité salariale a baissé durant les quelque trente-cinq dernières années, ce qui signifie que le revenu relatif des salariés décroît par rapport à celui des non-salariés. Plusieurs phénomènes peuvent expliquer cette situation, en particulier l'augmentation du stock de capital par tête et l'augmentation du taux d'intérêt, les deux variables sur lesquelles sont fondés les revenus de capital *per capita*.

Analyse structurelle

Les changements dans le taux de salariat peuvent provenir des modifications au nombre de salariés dans chaque secteur. Il est également possible que les changements de la structure industrielle influencent le taux de salariat et par là, la part salariale.

L'analyse structurelle que nous menons est fondée sur des changements dans la pondération des secteurs d'activité (w) et le changement de la part des salariés dans chaque secteur, la participation et noté (P). Le produit de l'un et de l'autre donne la contribution de chaque secteur à la part salariale macroéconomique (C).

Cependant nous devons noter qu'au niveau des secteurs nous ne disposons pas du revenu national au coût des facteurs, mais du P.I.B.

Il va de soi que la part salariale globale ou macroéconomique s'obtient par l'addition des contributions de chaque secteur, c'est-à-dire par l'addition de chaque part salariale sectorielle ramenée à son poids relatif.

$$\Sigma C = \Sigma wP \quad (3)$$

Pour établir l'influence des changements structurels sur la part salariale, nous effectuons les calculs pour deux années extrêmes, 1946 et 1978. Nous retenons 1946 au lieu de 1945 parce que cette dernière année n'est pas représentative étant en fait la dernière année de la deuxième guerre mondiale.

TABLEAU 4
ANALYSE DES CHANGEMENTS STRUCTURELS
SURVENUS ENTRE 1946 ET 1978

Secteurs	1946			1978			Changements entre 1946 et 1978					
							Sources des variations					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	W	P	C	W	P	C	DP	DW	P.DW	W.DP	DP.DW	dC
Agriculture	,1233	,0902	,0111	,0340	,1589	,0054	,0688	-,0893	-,0080	,0085	-,0061	-,0057
Forêts	,0247	,8765	,0217	,0077	,9075	,0077	,1778	-,0055	-,0010	,0013	-,0010	-,0006
Mines	,0337	,4918	,0166	,0420	,3897	,0163	-,1021	,0082	,0040	-,0034	-,0008	-,0002
Manufactures	,2610	,6520	,1701	,2075	,6809	,1413	,0289	-,0535	-,0349	,0075	-,0015	-,0289
Construction	,0408	,6659	,0271	,0625	,7291	,0456	,0632	,0217	,0145	,0026	,0014	,0184
Transports	,0802	,6416	,0514	,0562	,7070	,0397	,0654	-,0240	-,0154	,0052	-,0016	-,0117
Entreposage	,0027	,6896	,0018	,0024	,6462	,0015	-,0434	-,0003	-,0002	-,0001	,00001	-,0003
Communication	,0157	,6568	,0103	,0270	,6236	,0168	-,0332	,0113	,0074	-,0005	-,0004	,0065
Électricité	,0212	,2969	,0063	,0331	,2847	,0094	-,0122	,0119	,0035	-,0003	-,0001	-,0031
Ventes en Gros	,0436	,6200	,0271	,0482	,6803	,0328	,0603	,0045	,0028	,0026	,0003	,0057
Ventes au Détail	,0957	,4424	,0423	,0648	,6923	,0449	,2499	-,0309	-,0137	,0239	-,0077	,0025
Finances	,0747	,2717	,0203	,1259	,3160	,0398	,0443	,0512	,0139	,0033	,0023	,0195
Gouvernement	,0725	1,0000	,0725	,0795	,8416	,0669	-,1584	,0070	,0071	-,0115	-,0011	-,0055
Services	,1026	,5836	,0599	,2070	,7597	,1573	,1762	,1044	,0610	,0181	,0184	,0974
TOTAL	1,0000		,5400	1,0000		,6256			+,0261	+,0581	+,0014	+,0856

SOURCE: même que Tableau 1, sauf qu'on en tire le produit intérieur brut.

Au tableau 4 apparaît pour chaque secteur et pour chacune des deux années, la pondération, la participation et la contribution des secteurs. Par simple addition de la colonne 3, nous obtenons la part salariale dans le produit intérieur brut qui se situe à 0,54 en 1946 et à 0,625 en 1978.

La contribution de chaque secteur à la part salariale étant le produit de la part du travail sectoriel et du poids du secteur, par différenciation on obtient la source des variations de la part salariale macroéconomique en termes de changements de poids et de participation:

$$\begin{aligned}\Sigma dC &= \Sigma P\Delta w + \Sigma w\Delta P + \Sigma \Delta P\Delta w \\ 0,0856 &= 0,0261 + 0,0581 + 0,0014\end{aligned}$$

En dessous de chacune des composantes de la formule ci-dessus, nous avons rapporté les valeurs réelles qui apparaissent au total des colonnes 12, 9, 10 et 11 du tableau 4.

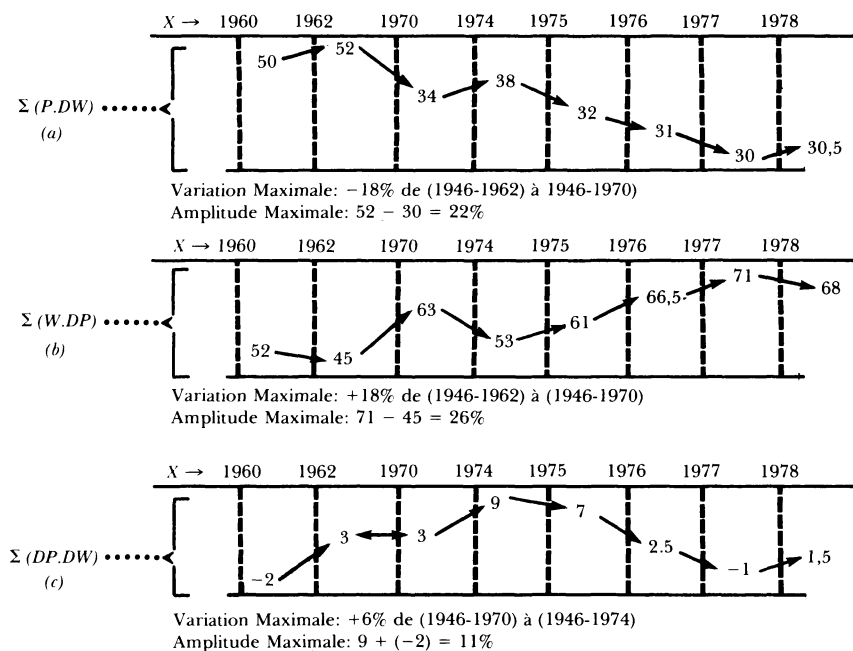
Des changements de 8,56 points de pourcentage qui se sont produits entre 1946 et 1978, 2,61 sont dus à des changements de pondération et 5,81 à des variations de la part salariale dans chaque secteur.

Aussi nous constatons qu'entre 1946 et 1978 les variations dans les parts salariales sectorielles (participation) expliquent la majeure partie des changements de la part salariale macroéconomique, soit 68%. Les changements de pondération des secteurs, c'est-à-dire les changements structurels et les effets conjoints ($\Delta P\Delta w$), expliquent le reste, soit 32%. Nous n'avons pas les informations sur le taux de salariat par secteur, néanmoins ces résultats ne sont pas contradictoires avec ceux obtenus précédemment concernant l'influence du taux de salariat. En effet, les changements globaux originent dans chacun des secteurs et ainsi, tout comme au niveau macroéconomique, la part salariale sectorielle peut être affectée par les changements du taux de salariat à ce niveau.

La conjoncture économique peut aussi influencer sur les effets structurels. Au tableau 5, nous avons comparé 1946 avec diverses années pour connaître l'importance relative des changements de la part salariale sectorielle et du poids des secteurs sur la part salariale globale (macroéconomique). On constate qu'entre 1946 et le début des années 1960, ces deux principales composantes comptent pour chacune environ 50% des changements globaux, mais durant les années 1970, la baisse des parts salariales sectorielles fait qu'à la fin ce sont ces dernières qui expliquent plus des deux tiers des changements globaux.

TABLEAU 5

COMPOSANTES DES VARIATIONS SURVENUES ENTRE 1946 ET L'ANNÉE X
DANS LA PART SALARIALE MACROÉCONOMIQUE (EN POURCENTAGE)



$\Sigma (P.DW)$: Représente la part des variations due à des changements dans la pondération des secteurs.

$\Sigma (W.DP)$: Représente la part des variations due à des changements de la part salariale dans les secteurs.

$\Sigma (DP.DW)$: Représente la part des variations due à un effet joint des 2 composantes précédentes (cette part est généralement négligeable lorsque 1946 est l'année de base).

Variations compensatrices des parts salariales

L'analyse que nous venons de faire ne nous permet de connaître que le profil de la part salariale macroéconomique, c'est-à-dire ce qui reste après qu'il y a eu de possibles compensations des fluctuations des parts salariales dans chaque secteur. En effet, il se peut que sur la période étudiée il existe au niveau des secteurs des contre-variations dans les fluctuations des parts salariales. En d'autres mots, les fluctuations temporelles des parts salariales sectorielles peuvent être telles qu'elles se neutralisent de sorte qu'au plan macroéconomique rien n'y paraît.

D'autre part, il n'est pas exclu que les variations des parts salariales sectorielles soient compensées par des changements équivalents, mais en sens inverse dans la pondération des secteurs, ce qui conduit au même effet que précédemment. Un examen attentif du tableau 4 indique bien d'ailleurs la présence d'une telle situation.

Selon Solow, il suffit pour isoler ce dernier phénomène de comparer la variance sur les diverses années étudiées de la part salariale, corrigée pour les changements de poids, avec la variance de la part salariale calculée sous l'hypothèse d'interdépendance nulle entre les secteurs¹⁰.

Cette variance théorique σ s'écrit¹¹:

$$\sigma = \sum w_i^2 \sigma_i^2 \quad (4)$$

où l'indice i désigne les secteurs

Au tableau 6, nous avons la part salariale sectorielle, c'est-à-dire la part salariale dans chacun des quinze secteurs pour chacune des années. La dernière ligne de ce tableau indique la variance sur les diverses années des parts salariales de chacun des secteurs. Il suffit alors d'appliquer la formule précédente pour obtenir la variance

10. R. M. Solow, « A Skeptical Note on the Constancy of Relative Share », *American Economic Review*, vol. 48 (sept. 1958).

11. En effet, le coefficient de corrélation entre deux séries s'écrit:

$$\rho(1.2) = \frac{\text{cov}(1.2)}{\sigma_1 \sigma_2}$$

avec interdépendance nulle, on a:

$$\text{cov}(1.2) = 0$$

Or la variation entre ces deux séries s'écrit:

$$\sigma_{1.2}^2 = w_1^2 \sigma_1^2 + w_2^2 \sigma_2^2 + 2w_1 w_2 \text{cov}(1.2)$$

Dans le cas d'interdépendance nulle:

$$\sigma^2 1.2 = \sum w^2 \sigma^2$$

de la part salariale macroéconomique dans le cas d'interdépendance nulle entre les parts salariales des secteurs. Les poids qui sont retenus sont ceux de 1960. Cette variance se situe à 0,00023.

À l'avant dernière colonne, on a colligé la part salariale à pondération fixe (1960) pour chaque année, c'est-à-dire la part salariale macroéconomique obtenue en supposant que la structure ne change pas. La part salariale macroéconomique à pondération fixe est la somme du produit de chacune des parts salariales sectorielles et du poids de leur secteur en 1960. On applique la formule (3), mais avec poids fixe.

Nous pouvons maintenant calculer sur la totalité des années la variance de la part courante et de la part à pondération fixe et effectuer la comparaison de l'une et l'autre avec la variance théorique.

Retenons d'abord la variance de la part salariale à pondération fixe de secteurs. Pourquoi retenir cette dernière? Comme nous l'avons déjà mentionné dans la réalité les poids des secteurs varient de même que la part salariale sectorielle. Pour ne retenir que les fluctuations des parts salariales sectorielles, il nous faut alors contrôler les changements de pondération des secteurs. Car si les fluctuations de ceux-ci sont, par exemple, corrélées négativement avec les fluctuations des parts salariales sectorielles, ils contribuent à la stabilité de la part salariale macroéconomique. Mais nous voulons plutôt savoir si les fluctuations des parts salariales sectorielles se compensent entre elles sans que cet effet ne soit contaminé par les variations sectorielles. Si on calcule selon la méthode classique sur la période des trente-quatre années, la variance de la part salariale macroéconomique à pondération fixe, on obtient 0,0044.

Cette dernière est donc supérieure à la variance théorique qui se situait à 0,0023, cela signifie qu'il y a une légère corrélation positive dans les fluctuations des secteurs. En tout cas, les corrélations positives dans les fluctuations semblent l'emporter sur les fluctuations négatives ou compensatrices. Il n'existe pas de façon systématique de variations compensatrices dans les variations temporelles des parts salariales sectorielles, car pour que cela se produise, la variance de la part salariale macroéconomique (pondération fixe) devrait être inférieure et non supérieure à la variance théorique. Ainsi la part salariale macroéconomique à pondération fixe n'est pas plus stable que le laissent supposer les fluctuations dans les secteurs industriels.

Il est intéressant de comparer cette situation avec les fluctuations à travers les années de la part salariale courante qui apparaît à la dernière colonne du tableau 6. On pourra cette fois-ci, par comparaison avec les résultats précédents et la variance de la part

TABEAU 6
LA VARIANCE DES PARTS SALARIALES SECTO- ET MACRO-ÉCONOMIQUES

Année	Secteurs: parts sectorielles															Parts M	
	S.1	S.2	S.3	S.4	S.5	S.6	S.7	S.8	S.9	S.10	S.11	S.12	S.13	S.14	S.15	PSM(pf)	PSC
1945	0,0939	0,8509	0,1818	0,5015	0,6530	0,6077	0,5906	0,6451	0,6026	0,2440	0,6424	0,4469	0,2442	1,0000	0,5696	0,5478	0,5696
1946	0,0901	0,8764	0,1829	0,4917	0,6519	0,6659	0,6416	0,6896	0,6568	0,2969	0,6199	0,4424	0,2717	1,0000	0,5835	0,5599	0,5399
1947	0,0914	0,8888	0,2187	0,4506	0,6661	0,6876	0,6742	1,0000	0,6791	0,3090	0,5681	0,4701	0,3100	1,0000	0,5990	0,5738	0,5466
1948	0,0767	0,8908	0,2250	0,4666	0,6520	0,6995	0,7193	0,6486	0,7178	0,3639	0,6260	0,5139	0,2864	1,0000	0,5936	0,5787	0,5471
1949	0,0837	0,7896	0,2125	0,5100	0,6246	0,6570	0,7487	0,7027	0,7522	0,3900	0,6080	0,4962	0,2736	1,0000	0,5970	0,5705	0,5451
1950	0,0839	0,7648	0,2020	0,4640	0,6111	0,6450	0,6918	0,6750	0,7093	0,3724	0,6059	0,5130	0,2538	1,0000	0,5907	0,5572	0,5326
1951	0,0659	0,8876	0,2038	0,4584	0,6203	0,7111	0,6747	0,6666	0,6752	0,3764	0,6483	0,5786	0,2625	1,0000	0,5907	0,5707	0,5387
1952	0,0669	0,8834	0,2272	0,5379	0,6100	0,7045	0,6958	0,6379	0,6561	0,3795	0,5875	0,5044	0,2517	1,0000	0,6019	0,5637	0,5377
1953	0,0761	0,8405	0,2469	0,5332	0,6350	0,6696	0,7001	0,5909	0,6675	0,3706	0,6626	0,5217	0,2471	1,0000	0,6102	0,5732	0,5392
1954	0,0937	0,7955	0,2359	0,4791	0,6442	0,6709	0,7078	0,6800	0,6587	0,3552	0,6936	0,5421	0,2427	1,0000	0,6213	0,5779	0,5761
1955	0,0911	0,7808	0,2052	0,4267	0,6341	0,6758	0,6532	0,6470	0,6405	0,3192	0,6842	0,5292	0,2410	1,0000	0,6189	0,5655	0,5597
1956	0,0871	0,8398	0,2046	0,4414	0,6266	0,7071	0,6288	0,6202	0,6428	0,3242	0,6587	0,5350	0,2648	1,0000	0,6130	0,5660	0,5632
1957	0,1108	0,8571	0,2386	0,4656	0,6368	0,6930	0,6427	0,6883	0,6626	0,3276	0,6703	0,5518	0,2637	1,0000	0,6162	0,5746	0,5796
1958	0,1027	0,8571	0,2407	0,4874	0,6486	0,6818	0,6711	0,6875	0,6629	0,3422	0,6870	0,5339	0,2521	1,0000	0,6273	0,5793	0,5795
1959	0,1096	0,8078	0,2421	0,4080	0,6398	0,6992	0,6480	0,6931	0,6224	0,3456	0,6852	0,5444	0,2428	1,0000	0,6353	0,5742	0,5759
1960	0,1100	0,8535	0,2417	0,4187	0,6495	0,7160	0,6547	0,6741	0,6088	0,3327	0,7101	0,5497	0,2420	1,0000	0,6447	0,5799	0,5799
1961	0,1200	0,8563	0,2500	0,4006	0,6508	0,7065	0,6490	0,7058	0,5979	0,3257	0,7175	0,5544	0,2483	1,0000	0,6618	0,5825	0,5860
1962	0,0961	0,8514	0,2090	0,3818	0,6144	0,7266	0,6426	0,7261	0,5760	0,3264	0,7060	0,5563	0,2524	1,0000	0,6672	0,5769	0,5761
1963	0,0890	0,8012	0,2410	0,3668	0,6269	0,7332	0,6280	0,7000	0,5836	0,3238	0,7134	0,5597	0,2545	1,0000	0,6706	0,5744	0,5722
1964	0,1209	0,8239	0,3689	0,3530	0,6362	0,7588	0,6569	0,6982	0,5753	0,3725	0,6420	0,6277	0,2660	0,8377	0,6987	0,5790	0,5824
1965	0,1248	0,8136	0,3904	0,3594	0,6558	0,7477	0,6708	0,7586	0,5800	0,3765	0,6558	0,6480	0,2657	0,8289	0,7026	0,5877	0,5906
1966	0,1008	0,8654	0,3879	0,3708	0,6694	0,7482	0,6610	0,6242	0,5960	0,3787	0,6416	0,6547	0,2807	0,8313	0,7053	0,5925	0,5958
1967	0,1412	0,8046	0,3780	0,3809	0,6876	0,7445	0,6921	0,6309	0,5998	0,3856	0,6486	0,6546	0,2827	0,8398	0,7168	0,6049	0,6150
1968	0,1090	0,8580	0,3840	0,3706	0,6766	0,7445	0,6890	0,7125	0,6059	0,3805	0,6741	0,6548	0,2785	0,8445	0,7290	0,6036	0,6127
1969	0,1001	0,8510	0,4033	0,3918	0,6796	0,7454	0,6930	0,7784	0,5847	0,3757	0,6665	0,6738	0,2925	0,8447	0,7367	0,6090	0,6209
1970	0,1500	0,8076	0,3939	0,4055	0,6985	0,7518	0,6941	0,7112	0,5900	0,3817	0,6663	0,6736	0,3003	0,8426	0,7446	0,6174	0,6313
1971	0,1404	0,9638	0,3851	0,4676	0,6883	0,7678	0,6856	0,6400	0,5934	0,3366	0,6841	0,6928	0,2866	0,8530	0,7443	0,6191	0,6327
1972	0,1388	0,9781	0,3797	0,4414	0,6770	0,7641	0,6830	0,7085	0,5712	0,3212	0,6760	0,6834	0,3048	0,8525	0,7510	0,6154	0,6314
1973	0,1086	0,8484	0,3600	0,3486	0,6605	0,7540	0,6948	0,6784	0,5915	0,3342	0,6790	0,6933	0,3273	0,8503	0,7406	0,6067	0,6177
1974	0,0979	0,8003	0,3663	0,3516	0,6471	0,7320	0,7148	0,6451	0,6483	0,3407	0,6450	0,7081	0,3309	0,8429	0,7426	0,6036	0,6146
1975	0,1102	0,9047	0,3484	0,3740	0,6718	0,7307	0,7270	0,6534	0,6696	0,3424	0,6799	0,6914	0,3247	0,8452	0,7468	0,6154	0,6277
1976	0,1475	0,9220	0,3224	0,3947	0,6868	0,7162	0,7337	0,6681	0,6828	0,3227	0,6755	0,6944	0,3119	0,8495	0,7546	0,6207	0,6125
1977	0,1735	0,9112	0,3148	0,3991	0,6967	0,7254	0,7235	0,6541	0,6428	0,2979	0,6966	0,7071	0,3155	0,8480	0,7572	0,6256	0,6360
1978	0,1589	0,9075	0,3607	0,3896	0,6809	0,7290	0,7070	0,6462	0,6216	0,2847	0,6802	0,6922	0,3160	0,8416	0,7597	0,6161	0,6255
Var.	0,00072	0,00225	0,00555	0,00286	0,00057	0,00137	0,00116	0,00448	0,00202	0,00110	0,00122	0,00678	0,00077	0,00605	0,00409	0,00044	0,00106

PART SALARIALE DANS LE REVENU NATIONAL

Légende:

- S.1 à S.15 représentent les 15 secteurs dans l'ordre du Tableau V
- PSM (pf) représente la part salariale macroéconomique avec pondération fixe
- PSC représente la part salariale courante
- Parts M: parts macroéconomiques

salariale théorique isoler les effets des changements de poids sur les fluctuations compensatrices.

La variance de la part salariale courante pour les trente-quatre années se situe à 0,00106, soit 4,6 fois la valeur de la variance théorique. Dans ce cas-ci, la différence avec cette dernière est importante. D'ailleurs ces résultats révèlent que ce ne sont pas les variations compensatrices qui sont importantes. Au contraire, les fluctuations des parts salariales et des pondérations de secteur s'additionnent. En effet, la variance de la part salariale courante plus élevée que la variance théorique signifie que les changements de pondération vont dans le même sens que les changements dans les parts salariales sectorielles, les fluctuations s'additionnant. Ce sont, par exemple, les secteurs où la part salariale est la plus élevée qui accroissent leur importance. C'est l'interprétation que l'on doit donner au fait que c'est lorsqu'on relâche l'hypothèse de pondération fixe que la variance est le plus élevée. La corrélation n'est pas tellement entre les variations des parts salariales sectorielles, mais entre celles-ci et les variations de pondération des secteurs. De plus, cette corrélation est positive et non négative comme c'est le cas lorsque les fluctuations se compensent.

Ces résultats vont dans le même sens que ceux que nous avons obtenus lorsque nous avons effectué l'analyse structurelle, quoique à ce moment, nous n'avons comparé que deux années. La présente analyse permet de tenir compte de façon systématique des fluctuations annuelles.

CONCLUSION

Durant les trois dernières décennies, nous avons été témoins d'une augmentation régulière de la part salariale. Cette hausse reflète en bonne partie sinon en totalité les transformations qui se sont produites dans l'économie, en particulier la salarisation croissante de l'économie et le développement des secteurs où la part salariale se situe déjà au-dessus de la moyenne de l'économie. Dès lors si on tient compte de cette hausse du taux de salariat, on constate que l'accroissement de la part des salaires dans le revenu national ne s'est pas traduit par une hausse parallèle du revenu relatif des salariés. Au contraire, cette hausse de la part des salaires ne compense pas l'augmentation du taux de salariat, de sorte qu'il se produit une baisse du revenu moyen des salariés par rapport au revenu moyen de la population active.

Gérald MARION
Aly BOURY S Y
*Département de sciences économiques,
Université de Montréal*

BIBLIOGRAPHIE

- A. F. BOWLEY, *The Division of the Product of Industry*, Clarendon Press, Cambridge, 1919.
- J. W. BECK, « An Interindustry Analysis of Labor Share », *Industrial and Labor Relations*, vol. II, no 2, janvier 1958.
- J. M. KEYNES, *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1971.
- DAVID RICARDO, *Des principes de l'économie et de l'impôt*, Flammarion, 1971.
- JACQUES RUEFF, « Nouvelle Discussion sur le chômage, les salaires et les prix », *Revue d'économie politique*, 61, pp. 761-781.
- N. PARASIADES, *Essai sur les relations entre le chômage, le salaire, les prix et le profit — Étude critique de la loi de M. Rueff*, P.U.F., 1949.
- K. TARSHIS, « Changes in Real and Money Wages », *Economic Journal*, 48, septembre 1938.
- R. O. BODKIN, « Real Wages and Cyclical Variations in Employment. An Examination of the Evidence », *Canadian Journal of Economics*, 11, no 3, août 1969.
- GÉRALD MARION, *La répartition fonctionnelle des revenus*, P.U.M., 1965.
- GÉRALD MARION, « Fonction d'emploi, taux de participation de la main-d'oeuvre et demande excédentaire de travail », *Revue Économique*, vol. XX, no 6, novembre 1969.
- GÉRALD MARION et BYRON G. SPENCER, « Labour Hoarding and the Wage Share: Test of a Hypothesis », *Relations industrielles*, vol. 34, no 1, 1979.
- R. M. SOLOW, « A Skeytical Note on the Constancy of Relative Shares », *American Economic Review*, vol. 48, septembre 1958.